

Alexandre MARC

# L'EUROPE

*Pour quoi*

*faire ?*

Edité par le

*Centre International de Formation Européenne*

8, rue de l'Arcade

PARIS 1962

Alexandre MARC

# L'EUROPE

*Pour quoi*

*faire ?*

Edité par le

*Centre International de Formation Européenne*

8, rue de l'Arcade

PARIS 1962

## DU MÊME AUTEUR

JEUNE EUROPE, avec R. Dupuis, Plon (France), couronné par l'Académie Française.

LE COMMUNISME ET LES CHRÉTIENS, Collect., Plon (Paris).

MISERIA Y GRANDEZA DE LO ESPIRITUAL, avec Arnaud Dandieu, Encayos (Montevideo).

PEGUY ET LA VRAIE FRANCE, Ed. du Chêne (Montréal).

PEGUY PRESENT, Clairière (Marseille).

TRADITIONS SOCIALISTES FRANÇAISES, Collect., Baconnière (Neuchâtel).

PROUDHON « Cri de la France », L.U.F. (Paris-Fribourg).

AVENEMENT DE LA FRANCE OUVRIÈRE, Portes de France (Paris-Porrentruy).

LA BATAILLE DE LA PAIX, Collect., Monde Nouveau (Paris).

PRINCIPES DU FEDERALISME, avec Robert Aron, Le Portulan, Flammarion (Paris).

A HAUTEUR D'HOMME (La révolution fédéraliste), Je sers (Paris).

BASIS OF FEDERALISM, Collect., World Student Federalists (Paris).

LE COMBAT DE PEGUY, avec Bernard Voyerne, L'Amitié Charles Péguy (Paris).

EUROPA AETERNA, t. III, avec B. Voyerne, Collect., Edit. M. S. Metz (Zurich).

COMBAT POUR LE PEUPLE EUROPEEN, Collect., Edit. U.E.F. (Paris).

CIVILISATION EN SURSIS, Ed. de la Colombe (Paris).

EUROPE, TERRE DECISIVE, Ed. de la Colombe (Paris).

DIALECTIQUE DU DECHAINEMENT, Ed. de la Colombe (Paris).

DER WEG ZUR EUROPÄISCHEN FÖDERATION, Coll., Schriftenreihe d. Ackermann-Gemeinde (München).

### EN PREPARATION :

LA CITE LIBEREE.

LE SOCIALISME LIBERTAIRE, avec Bernard Voyerne.

A CONTRE-COURANT.

L'HOMME CONTRE LE TEMPS.

DU ROBOT A L'HOMME DEBOUT.

Le Centre International de Formation Européenne est une institution de caractère pédagogique.

Ce caractère implique une rigoureuse objectivité et, par voie de conséquence, une totale indépendance à l'égard de toutes autres organisations, notamment à l'égard des mouvements qui luttent pour l'unité européenne.

Il importe donc de préciser que le texte de cette brochure, bien que publiée par les soins du C.I.F.E., n'engage que son auteur.

## TABLE DES MATIÈRES

**CHAPITRE I : EUROPEENS? POURQUOI?**

**CHAPITRE II : RAISONS D'UN ECHEC**

**CHAPITRE III: RETOUR AUX SOURCES**

**CHAPITRE IV : DE LA DOCTRINE A LA TACTIQUE**

**ANNEXE : PLAIDOYER POUR UN AVENIR  
FEDERALISTE**

## CHAPITRE I

# EUROPÉENS ? POURQUOI ?

Sous des apparences diverses, un seul problème se pose devant la société de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : celui de la démassification. Tant que l'on se refuse à le reconnaître, l'on se perd dans une multitude de « sous-problèmes », tous importants, certes, mais qui, pris isolément, ne permettent pas de découvrir leur dénominateur commun et, par conséquent, ne se prêtent à aucune solution clairement définie.

Notre époque, si fière de sa science et de son intelligence, excelle à décomposer l'être, mais se montre incapable de reconstituer l'unité. Seul le fédéralisme propose une *synthèse* qui, n'étant pas multilatrice (comme celle du marxisme-léninisme-stalinisme-khrouchtchevisme), réconcilie l'un et le multiple.

### PROLIFERATION DES PROBLEMES

S'agit-il de « philosophie », au sens académique ? Nullement : le fédéralisme affronte les problèmes les plus brûlants ; mais il est le seul, tout en respectant la spécificité de chacun d'entre eux, à mettre en lumière le lien qui les unit.

Faut-il dresser un catalogue systématique des problèmes qui se posent ? Qu'il suffise pour l'heure d'en rappeler pêle-mêle quelques-uns : crise de la démocratie parlementaire ; mythe de la souveraineté stata-nationale ; déclin de l'Occident ; avènement d'une civilisation du travail ; décolonisation ; lutte contre la menace totalitaire ; dégénérescence des partis traditionnels ; confrontation entre les civilisations et la civilisation ; opposition entre M. K. et les anti-parti sino-albanais ; tentative de construction européenne ; règne universel de la publicité et de la propagande ; résistance des communes aux excès du bureau-

sadisme ; expansion démographique de l'Asie et de l'Amérique du Sud ; faillite du libéralisme et du dirigisme, du collectivisme grégaire et de l'individualisme atomistique ; développement des villes tentaculaires ; naissance de la peinture abstraite, de la musique concrète, du roman objectif et des casernes à habiter ; croissance dramatique du Tiers Monde ; conflit entre l'entreprise libre et la liberté dans l'entreprise, entre le principe de la responsabilité et celui de la co-gestion ; poussée de la délinquance juvénile ; balbutiements de l'économie nouvelle, celle de l'expansion et du don ; guerre d'Algérie et crise de Berlin ; piétinement des Communautés européennes devant l'impératif d'une politique commune ; sclérose de l'enseignement universitaire ; prolifération des maladies mentales ; recul du pouvoir civil devant l'armée... mais il est préférable de ne pas continuer cette longue et fastidieuse énumération ! Observons toutefois qu'elle n'a rien d'arbitraire, qu'elle ne constitue pas un exercice de style surréaliste, mais simplement le reflet de nos angoisses quotidiennes et de l'actualité journalistique.

### LE FEDERALISME REMONTE AUX CAUSES

Comment s'y reconnaître si l'on ne possède pas de fil directeur ? Nos contemporains s'épuisent en vaines tentatives pour essayer d'isoler l'un quelconque des points précités, de l'analyser « en lui-même », de le traiter comme s'il était un être à part, de s'y abîmer en quête d'une solution introuvable. Encore s'ils s'efforçaient, fidèles au précepte de Descartes, de sérier les difficultés : nullement, ils ne font à la rigueur que les juxtaposer au point de rendre leur enchevêtrement inextricable et toute solution, même partielle, impossible.

Le fédéralisme, lui, nous offre une clé, la clé qui nous manquait. Il nous rappelle que toutes les civilisations du passé ont été, à un moment ou à un autre, en proie à des crises violentes, suscitées par leur inadaptation à une conjoncture nouvelle, accélérées par les brusques mutations de l'histoire, aggravées par la sclérose des structures, intellectuelles et politiques, économiques et sociales. Toutes les cités qui n'ont pas été capables de relever le défi ont fini par glisser, peu ou prou, sur la pente de la massification — et par succomber à l'épreuve. Or, la mutation que subit la civilisation occidentale, tout en empruntant certains de ses traits à l'histoire de toutes les crises de civilisation, est d'une brutalité sans précédent, car elle est portée, intensifiée, martelée sans cesse par le rythme de la révolution technologique.

D'où la prolétarianisation galopante de l'humanité, forme avancée du cancer massificateur. S'attaquer aux symptômes au lieu de chercher à diagnostiquer le mal et à l'extirper, c'est se condamner à l'échec. Nos contemporains, quelle que soit l'étiquette, quel que soit l'« isme » dont ils se réclament, acceptent ainsi, tout ou moins implicitement, de n'être que des syndics de faillite.

Les fédéralistes, eux, prétendent être les seuls à relever le défi de l'histoire, à maîtriser la révolution technologique, à l'intégrer dans une révolution humaine, à transformer la société technicienne en une Cité à hauteur d'homme. Ayant compris que la massification est un mal qui ne pardonne pas, ils ont le courage de tirer de cette découverte les conséquences qu'elle implique.



## L'EUROPE EMANCIPATRICE

Dans la perspective générale ainsi tracée, les problèmes particuliers ne sont nullement escamotés, mais bien articulés et hiérarchisés ; ils ne disparaissent pas, mais s'ordonnent par rapport à un ensemble : c'est cet ensemble seul qui leur confère un sens et de la sorte permet, amorce, prépare leur solution.

Que l'on songe au problème de l'unité européenne. Contrairement aux européanistes, les fédéralistes ne considèrent pas cette unité comme un but, mais bien comme un moyen. Notre fin, c'est l'avènement de l'homme libéré de la servitude prolétarienne : l'Europe fédérée est une arme de combat, irremplaçable, dont nous comptons nous servir pour porter des coups décisifs à l'implacable adversaire, toujours renaissant, qui prétend asservir l'homme aux idoles ; pour essayer de terrasser l'antique ennemi, plus dangereux que jamais, de l'homme libre et responsable.

Est-ce à dire que notre ferveur européenne soit moindre que celle des européanistes ?

C'est tout le contraire qui est vrai. Les fédéralistes sont d'autant plus attachés à l'Europe, d'autant plus décidés à l'imposer aux gouvernements stationnaires, qu'ils sont convaincus de pouvoir en faire un puissant instrument d'émancipation humaine, de « promotion » du travail, d'aide au Tiers-Monde, d'organisation de la paix à l'échelle planétaire, d'édification d'un nouvel ordre humain.

Est-ce à dire que notre efficacité européenne soit inférieure à celle des européanistes ?

En aucun sens. Les européanistes, eux, sont incapables de saisir le problème global et, en conséquence, de résoudre le problème particulier, pourtant fondamental, auquel ils font mine de s'attaquer. En situant celui-ci dans une perspective générale, celle du combat planétaire contre la déshumanisation de l'homme, les fédéralistes sont seuls aptes à élaborer une solution, à la fois radicale et progressive.

## CHAPITRE II

### RAISON D'UN ÉCHEC

Si le fédéralisme apparaît comme une chance unique qui s'offre à l'humanité sans phare ni boussole, comment se fait-il qu'il soit encore si faible et si méconnu ? Pourquoi n'a-t-il pas encore mobilisé les forces vives de nos peuples ? Pourquoi n'a-t-il pas triomphé ?

Sans doute serait-il présomptueux de prétendre donner à ces questions une réponse « exhaustive » scientifique, univoque. Faisceau inextricable de faits et d'idées, de déterminismes et de contingences, l'histoire ne se laisse pas réduire à des explications simples. Mais il n'est pas interdit d'essayer tout au moins, sans prétention excessive, de dégager, au sein de tant d'événements complexes, un fil directeur qui permette de s'y reconnaître.

### DES ARGUMENTS RESSASSES A SATIETE

A partir de 1948, le Mouvement fédéraliste s'efforce d'asseoir son influence sur une argumentation schématique et, pour une part, opportuniste, que l'on pourrait résumer *grosso-modo* comme suit :

« Après la deuxième guerre mondiale, les Etats européens se révèlent incapables de faire face à leurs obligations naturelles. Les armées nationales ne peuvent plus protéger efficacement la sécurité des citoyens. La sécurité économique, elle aussi, est menacée en raison de l'exiguïté des marchés nationaux existant en Europe. Pour la même raison, le progrès social est freiné, ralenti, voire paralysé. Les gouvernements de nos pays ne peuvent plus justifier ni exercer les prérogatives de leur souveraineté ; leur politique étrangère notamment est faite de contradictions et d'impuissances. A l'heure des continents : Amérique, Russie

— qu'ont encore à dire nos petits Etats nationaux ? Ils ne sont plus à l'échelle. Entre les deux super-grands, ils ne sont plus sujets, mais seulement objets de la politique. L'unique chance qui s'offre à eux de retrouver leur indépendance, c'est de renoncer à leur souveraineté. Il convient de créer un grand Etat européen, capable de se hausser au niveau de l'U.R.S.S. et des U.S.A. Compte tenu des forces centrifuges qui existent en Europe, un tel Etat ne saurait être unitaire, mais devrait être organisé sur le mode fédéral (d'inspiration hamiltonienne, bien entendu). Que l'on y accède par étapes (fonctionnalistes), par la méthode du traité — constitution (minimalistes) ou par celle de la Constituante (maximalistes), le nouvel Etat offrira à l'Europe un cadre dans lequel elle retrouvera son équilibre. Et comme l'union fait la force, l'Europe unie sera à même de tenir tête aux continents déjà organisés, ainsi qu'à ceux, comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud, qui sont en quête de leur unité. »

Tel est le schéma que la plupart des fédéralistes illustrent, commentent, développent depuis bientôt quinze ans. Les résultats obtenus par cette propagande sont pourtant peu probants. Le Mouvement fédéraliste, au travers de ses avatars successifs, est loin d'être devenu cette force politique qu'il devrait être. Son influence sur les événements et sur les hommes reste faible. Et l'Europe dont il parle sans répit, depuis plusieurs lustres, reste encore et toujours « à faire ».

#### QUI EST LE RESPONSABLE DE NOTRE ECHEC ?

La tentation est grande de rendre les autres responsables de cet échec cuisant : les gouvernements nationaux, aveugles, sourds, paralytiques ; les opinions publiques, inconsistantes et veules ; les masses, assoiffées de jouissances faciles ; les élites, égoïstes, conservatrices, sclérosées ; les militants fédéralistes eux-mêmes, trop souvent hommes de peu de foi, prompts à se décourager, à s'abandonner aux compromis. Toutes accusations fondées, sans nul doute, mais qui permettent surtout de laisser dans l'ombre les responsabilités propres du Mouvement fédéraliste et de ses principaux dirigeants.

\*  
\*\*

Il faut avoir le courage de reconnaître que si le Mouvement n'a pas réussi, c'est qu'il ne le méritait pas. Que les « circonstances » aient pu lui être défavorables, que l'évolution des événements et des esprits, dans tel ou tel pays, ait pu contrarier ses efforts, qu'il ait pâti d'une suite d'occasions manquées, tout cela atténue peut-être, mais ne supprime nullement la responsabilité première des fédéralistes eux-mêmes.

Leur argumentation dont les grandes lignes ont été fidèlement rappelées ci-dessus, souffre de trois faiblesses congénitales :

- elle ressortit, tout au moins partiellement, à un mode de pensée passéiste ;
- elle pèche par son caractère superficiel et fragmentaire ;

— elle « impressionne », mais ne pénètre pas, elle s'impose avec une facilité relative, mais n'entraîne que rarement une véritable adhésion.

En d'autres termes, les arguments dont n'ont cessé d'user et abuser les personnalités responsables du Mouvement sont à la fois *anachroniques, insuffisants et inefficaces*.

Une réflexion audacieuse et méthodique eût pu, eût dû permettre de s'apercevoir plus tôt de ce triple vice congénital qui caractérise l'opportunisme fédéraliste. A défaut de réflexion, l'expérience amère de ces dernières années impose aux fédéralistes une révision déchirante de leur prétendu programme, à moins qu'ils ne se résignent à rester une secte ou en mettant les choses au mieux, à devenir une honorable association d'anciens combattants du fédéralisme.

#### MECONNAISSANCE DU VRAI PROBLEME

L'argumentation utilisée par les principaux dirigeants du Mouvement fédéraliste est *anachronique* dans ce sens qu'elle procède d'une manière empruntée au raisonnement et à l'action de type nationalitaire. Il s'agit toujours de repousser les frontières le plus loin possible, de gagner du terrain, d'élargir l'espace vital.

Autrement dit, en s'hypnotisant sur la *dimension*, cette argumentation néglige la *structure* ; or, précisément, c'est la conjonction entre la « mutation structurelle » et la « mutation de la dimension » (\*) qui introduit, entre le passé et le présent, un facteur de discontinuité irréductible.

Il n'est pas indispensable d'insister sur ce point, car il sera repris sous une autre forme, un peu plus loin.

\*  
\*\*

Les arguments analysés sont également insuffisants parce qu'ils méconnaissent systématiquement la nature et l'ampleur du problème posé par l'histoire à l'humanité du XX<sup>e</sup> siècle.

Faut-il le rappeler, une fois de plus : l'humanité tout entière — et non seulement l'Europe — subit une crise de civilisation, rendue singulièrement aiguë par la révolution technologique ; celle-ci en raison de son accélération dramatique et de son extension planétaire devenant un facteur irrésistible de massification de l'homme.

Toutes les structures fondamentales de la société — et pas seulement celles de l'Etat national — ploient sous la charge des masses et manifestent des signes irrécusables de faiblesse, de vieillissement, de décrépitude. Qu'elles procèdent du capitalisme prétendu libéral ou de l'Etat-

(\*) Cf. à ce propos l'ouvrage de Louis Armand (en collab. avec Michel Drancourt), *Playdoyer pour l'Avenir*, Edition Calmann-Lévy.

Providence, qu'elles s'orientent vers un jacobisme nationaliste ou vers un internationalisme de type *onuesque*, qu'elles favorisent le règne de l'Argent ou celui du socialisme centralisateur, les structures de la Cité, loin de servir l'homme, tendent à l'asservir.

Sauver l'humain ; démystifier et démassifier l'homme ; lui subordonner institutions et structures, machine et technique ; lui permettre de devenir ce qu'il est, dans une société à l'échelle humaine : tel est, brièvement résumé, le défi que l'histoire nous jette, et que nous devons relever sous peine d'abdiquer et de disparaître.

Il s'agit en somme de bâtir une *société* fédéraliste — et non seulement d'édifier, en Europe, un Etat fédéral. Il convient non pas de projeter les structures existantes à un niveau plus élevé, sur un plan plus étendu, sur un territoire plus vaste, mais bien de les transformer sur tous les plans et à tous les niveaux. Structures politiques, mais aussi et surtout économiques et sociales (\*). Toutes les dimensions de la Cité sont mises en cause conjointement et simultanément. Au défi total de notre temps, il importe d'opposer une révolution totale, seule capable d'éviter à l'homme une « solution » totalitaire.

Y aura-t-il une commune mesure entre cette perspective ouverte et celle, étriquée, des européenistes ? Leur argumentation, même partiellement fondée, n'a-t-elle pas pour effet fatal de vider le Fédéralisme de sa substance et de le rendre incapable d'un accomplissement révolutionnaire ?

## SORTIR ENFIN DE L'IMPUISSANCE

Par voie de conséquence, cette argumentation, parce que foncièrement fragmentaire, était et reste condamnée à l'*inefficacité*.

Les terribles simplificateurs ont, certes, fait preuve, au XX<sup>e</sup> siècle, d'une efficacité non moins terrible. Mais leurs « succès » n'ont été obtenus que dans la mesure où ils n'ont jamais hésité à tromper, à mépriser, à mutiler, à sacrifier l'homme. Ne pouvant, de par sa nature même, rivaliser avec eux sur leur terrain, le fédéralisme, lui, ne saurait se montrer simpliste sans renoncer implicitement à l'action. A son action. A l'espoir qu'il pourrait, qu'il devrait représenter aux yeux de l'homme libre et responsable.

Cet homme n'est que superficiellement touché par les arguments de type européeniste. Le plus souvent, il n'est nullement hostile à ce genre d'arguments, mais il ne se sent pas entraîné par leur logique inerte. Pour qu'il devint militant, au sens plein du terme, il aurait fallu qu'il fût atteint au plus profond de lui-même, dans sa situation et dans sa vocation, dans son esprit et dans ses intérêts : crise de conscience bouleversante que l'argumentation de la plupart des dirigeants du Mouvement fédéraliste est incapable de susciter.

En quelques semaines, un militant syndicaliste belge, André Renard, que bien d'entre nous connaissent, a réussi à faire adhérer plus de cent mille de ses compatriotes au nouveau Mouvement fédéraliste wallon.

Il ne s'agit nullement, ici, de critiquer ou d'approuver cette initiative ; il s'agit, à la lumière de cet exemple, de méditer sur les raisons de l'incroyable faiblesse de notre mouvement.

L'élan déclenché par André Renard est peut-être voué à l'échec ; ce qui importe, c'est de comprendre les causes de son succès, même s'il devait se révéler précaire.

Le Mouvement wallon s'est efforcé de saisir l'homme au niveau de son existence, régionale et professionnelle, culturelle et linguistique. S'il a réussi à susciter une réponse, c'est qu'il a visé l'homme dans ce qu'il a de réel.

Le jour où notre mouvement se décidera à se libérer de l'hypothèque européeniste qui l'écrase depuis 1948 ; le jour où il s'ouvrira enfin par les deux bouts : vers le haut et vers le bas, vers la doctrine fédéraliste, dans sa complexité et dans sa rigueur, et vers l'action fédéraliste, dans sa spontanéité et dans sa souplesse — ce jour là, des centaines de milliers d'Européens se lèveront pour combattre à nos côtés parce qu'ils auront conscience de lutter pour leur être et pour leurs raisons d'être.

Mais il y faudra une véritable conversion du Mouvement fédéraliste, une rupture consciente avec dix années de simplisme et de piétinement, de superficialité et de stagnation, de radicalisme verbal et de stérilité.

Sans une telle révolution dans les rangs mêmes du Mouvement, dans le cœur et dans l'esprit de nos militants, les chances d'une révolution fédéraliste, déjà minimes, se dissoudront dans le néant où dorment les espérances avortées de l'Histoire.

(\*) Cf. André Thiéry, *L'Economie pour l'homme*, Collection « Réalités du Présent », Edition de la Colombe.

## CHAPITRE III

# RETOUR AUX SOURCES

Une véritable révolution est toujours, à la fois, novation et tradition. Elle est, de quelque manière, un *retour aux sources*.

C'est de cela qu'il s'agit présentement si l'on veut échapper à l'impuissance de l'opportunisme et du réformisme. Mais la question peut se poser de savoir si nous sommes vraiment « condamnés à la révolution ».

### PERIODES ET EPOQUES

Eh, oui ! nous le sommes parce que la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle apparaît comme un temps où tout est mis en cause simultanément. Il convient d'introduire ici la distinction, faite par Péguy, entre époques et périodes.

Au cours des *périodes* historiques, une certaine stabilité étant assurée, l'action politique ne réussit que dans la mesure où elle s'inspire du réformisme.

Au cours des *époques* où les événements se précipitent, bouillonnent, s'entrechoquent, où le destin même d'une civilisation donnée est mis en cause, il n'est d'action efficace que révolutionnaire.

Est-il utile d'ajouter que nous, nous vivons une époque d'une exceptionnelle densité dramatique ?

Il est impossible de revenir ici sur ce qu'est une révolution, ni sur les grandes lignes de force de la révolution du XX<sup>e</sup> siècle, conforme aux aspirations fédéralistes.

Qu'il suffise, pour l'instant, de rappeler brièvement l'histoire des idées et du Mouvement fédéraliste ; quoi qu'en dise Valéry, le point de vue historique possède souvent un pouvoir éclairant.

On peut distinguer quatre étapes dans le développement contemporain du Mouvement fédéraliste\* :

- a) Les sources : 1914-1945,
- b) Naissance et formation du mouvement : 1945-1948,
- c) Phase para-gouvernementale ou conformiste : 1948-1954,
- d) Phase oppositionnelle : depuis 1954.

L'histoire de ces étapes, que je n'ai eu l'occasion que d'esquisser dans mes cours\*\*, reste à écrire. Dans cette brochure, il paraît surtout utile de s'appesantir sur l'étape b), celle de la naissance et de la formation du Mouvement. Pour ce faire, il faudra se référer aux textes.

Le Mouvement fédéraliste européen, anciennement Union européenne des fédéralistes (U.E.F.), n'est pas un quelconque mouvement opportuniste dont la politique expédiente pourrait épuiser la tâche. A sa naissance, l'Union européenne des fédéralistes ne se présente pas seulement comme un mouvement *européen*, ni même *fédéraliste européen*, mais comme une organisation d'un type nouveau, inspirée, animée, orientée par une doctrine, non seulement politique, mais aussi philosophique. C'est cela qu'il s'agit de rappeler.

### FONDEMENTS

Le fédéralisme a des fondements qu'on peut qualifier de philosophiques. La philosophie dont s'inspire toute la doctrine du Mouvement s'appelle *personnalisme*.

Déjà, la *Déclaration d'Hertenstein* proclamait la nécessité d'une charte fondée « sur le respect de la personne humaine » (Déclaration, 6 et 7). Et il ne s'agit pas d'une de ces formules vagues que n'importe quel politicien en mal d'éloquence n'hésiterait pas à utiliser. Non, le contexte prouve que l'orientation de la pensée est claire : la personne dont on se réclame est « consciente de sa responsabilité à l'égard des différentes communautés dont elle fait partie » (*ibid.*). Autrement dit, il s'agit vraiment de la dialectique de l'homme engagé.

D'une manière plus précise, il est question, dans la *Motion de politique générale d'Amsterdam*, du « libre développement de la personne humaine dans les communautés de vie quotidienne ». Ainsi s'esquisse indubitablement la dialectique *communautaire*, caractéristique du personnalisme, dont on sait qu'elle transforme jusqu'à notre conception de l'homme même.

Nous sommes incontestablement en présence d'un principe, non pas exclusivement ni même principalement politique, mais bien, comme l'affirme la *Motion de politique générale de Montreux*, d'un « principe dynamique qui transforme toutes les activités humaines » (cf. 1). Opposé à l'esprit de système (*ibid.* 2), il permet et commande la refonte de toutes les structures, aussi bien mentales que politiques, économiques que culturelles.

(\*) Je renvoie à ce propos à la plupart des livres que j'ai publiés pendant les trois dernières décennies.

(\*\*) Cf. Histoire des Idées et des Mouvements depuis la Première Guerre Mondiale, apud *Le Fédéralisme*, par G. Berger, J. J. Chevalier, A. Marc, etc. P.U.F. 1956.



Ce n'est pas le moment de préciser ici toutes les conséquences de cette dialectique de la coordination, de la conjonction et de la confrontation (*ibid.*), mais il suffit de reconnaître que *ces conséquences sont incluses dans la doctrine*, de valeur statutaire, du Mouvement.

Les fédéralistes sont nécessairement opposés à l'ordre individualiste, comme à l'ordre grégaire : guidés par la dialectique personaliste, ils ont non seulement le droit, mais le devoir de proclamer : « fédéralisme partout, fédéralisme sur tous les plans et à tous les échelons (...), depuis la base jusqu'au sommet » (*ibid.*, *in fine*).

## POLITIQUE

Contrairement à ce qu'on affirme parfois, « l'Europe » n'est nullement ce qui nous unissait.

Non seulement l'Europe « unioniste » ne pouvait nous satisfaire, ce qui va de soi, mais encore on n'hésitait pas à en dire autant de l'Europe fédéraliste : celle-ci nous importait surtout comme moyen efficace d'assurer « une paix durable dans le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales pour tous et de la justice sociale » (Statuts de l'U.E.F., art. 2, 1<sup>er</sup> alinéa).

D'emblée, on constate que notre organisation groupait les fédéralistes en Europe et non point seulement pour l'Europe. Cette caractéristique a été expressément précisée au moment du choix de notre nom (15 déc. 1946). Si l'on consulte les textes qui constituaient statutairement notre « programme », il est impossible de mettre en doute ce qui précède.

Il est curieux de souligner que la constitution d'une Confédération ou Fédération mondiale était, à l'origine, pour l'U.E.F., un objectif aussi important que pour le Mouvement universel pour une Confédération mondiale, par exemple. Ceux qui affectent de l'oublier tournent le dos à l'une de nos positions fondamentales, constamment réaffirmée dans nos résolutions.

La *Déclaration d'Hertenstein* revient deux fois sur la nécessité de l'Union mondiale, une fois dans le premier article, une autre fois dans le dernier, afin de mieux faire apparaître le caractère primordial de cette nécessité.

La *Motion de politique générale d'Amsterdam* précise qu'une fédération européenne aurait pour devoir impérieux, non seulement de « coopérer avec les autres puissances », mais aussi de « contribuer, dès sa formation, au fonctionnement des organismes mondiaux et à la création d'une fédération mondiale ».

La *troisième Motion d'Amsterdam* (dite : « Appel à l'opinion publique ») proclame « que le salut matériel et moral des hommes libres ne saurait être assuré ni par des traités, ni par des alliances particulières, qui n'ont pu empêcher en un quart de siècle les deux plus effroyables guerres de tous les temps, mais seulement par la construction d'un ordre mondial humain, fondé (...) sur une loi universellement acceptée... ».

Dans la *Motion de politique générale de Montreux*, il est précisé ce qui suit :

— « Dès l'origine, la cause du fédéralisme européen, se situe volontairement dans une perspective mondiale ».

— « Pour éviter toute équivoque, disons qu'il ne s'agit nullement pour nous de phases d'organisation successives (...) ; les efforts d'organisation doivent être poursuivis simultanément, sur tous les plans ».

Enfin, *last but not least*, l'art. 2 des statuts de l'U.E.F., qui définissait nos objectifs, revenait à trois reprises, c'est-à-dire avec une insistance particulière, sur la « confédération mondiale », le « monde uni », les « organismes représentatifs mondiaux ».

Ainsi l'Europe fédérale doit être un élément constitutif de la Confédération mondiale. Cette Europe est conçue comme :

a) intégrale ; b) hostile à toute hégémonie ; c) indépendante.

a) *Intégrale* :

L'article 5 de nos statuts affirmait : « L'activité de l'Union s'étend à l'ensemble des pays qui appartiennent à l'Europe... ». La *Motion de politique générale de Montreux* parle de « tendre la main aux peuples de l'Est, afin qu'ils viennent rejoindre les autres peuples dans une communauté libre et pacifique » et, un peu plus loin, insiste sur la mission concrète, difficile mais nécessaire, qui nous incombe : « nous entendons agir par tous les moyens en notre pouvoir pour maintenir ou rétablir au plus tôt les échanges d'idées, de personnes ou de produits sans lesquels l'Europe resterait divisée et amoindrie » (cf. également l'art. IV de la *Résolution de politique générale de Rome*).

b) *Hostile à toute hégémonie* :

La *Motion de politique générale d'Amsterdam* parle d'exclure « tout danger d'hégémonie et d'agression, d'où qu'il vienne ». La *Motion de politique générale de Montreux* affirme nettement que « le fédéralisme ne peut naître que du renoncement à toute idée d'hégémonie organisatrice ». Une pareille affirmation, comme celles qui précèdent, comporte des conséquences politiques sur lesquelles on n'a pas le droit de fermer les yeux, surtout de nos jours où certaines prétentions à l'hégémonie relèvent la tête.

c) *Indépendante* :

L'idée de l'indépendance est sous-jacente à notre effort : il convient de rendre à l'Europe « la fierté de son indépendance légitime » (*Motion de politique générale de Montreux*). C'est parce que seule « une Europe fédérée sera capable de poursuivre une politique d'indépendance, face aux autres puissances mondiales », qu'une telle Europe pourra prétendre à constituer « la troisième puissance essentielle au maintien de la paix » (*Résolution de politique générale de Rome*, art. II), c'est-à-dire ce que l'on nomme communément la *troisième force*, cette expression n'étant toutefois point utilisée dans le sens d'une rupture de la nécessaire solidarité occidentale.

## ECONOMIQUE

En tenant compte des observations qui précèdent, on est en droit d'affirmer que l'orientation économique de l'U.E.F. n'était pas moins nette que son orientation politique, bien que celle-là fût peut-être moins abondamment illustrée que celle-ci.

C'est à la lumière de la double condamnation de l'individualisme « atomistique » et du collectivisme grégaire que se précise le programme économique de l'U.E.F.

D'une part, nous rejetons le « capitalisme prétendu libéral qui, subordonnant les valeurs humaines au pouvoir de l'argent, fait naître l'insécurité, la misère dans l'abondance, l'injustice sociale, le désordre international ».

D'autre part, nous rejetons également le « collectivisme totalitaire tenté par n'importe quel moyen, de faire régner sa justice aux dépens des droits de l'homme et des communautés » (*Pour bâtir l'Europe*).

La lutte contre le capitalisme entraîne nécessairement la « neutralisation des tendances monopolistiques, quelles qu'elles soient » (*Motion économique de Montreux*, 3, d). Une telle neutralisation ne saurait toutefois être efficace qu'en s'appuyant sur des structures capables d'assurer « une répartition équitable des revenus », celle-ci étant à son tour subordonnée à la suppression de tout revenu autre que celui du travail (*ibid.*, 4).

En somme, il s'agit — par l'abolition du désordre, de l'injustice, de la misère, engendrés par le capitalisme\*, de mettre sur pied « l'organisation rationnelle de la production et de la distribution, garantissant le libre développement de la personne humaine » (*Motion de politique générale d'Amsterdam*).

Seule une telle organisation permettra la véritable « coopération économique », ainsi que « l'emploi du progrès de la technique, mise au service de l'homme » (*Hertenstein*, 8).

Il serait en effet vain et dangereux de rechercher la nécessaire « sécurité économique » (*Motion de politique générale d'Amsterdam*) par des méthodes étatiques : celles-ci provoquent une monstrueuse « concentration des pouvoirs et fonctions » et, par conséquent, « ruinent les libertés » (*Résolution syndicale de Rome*). On ne peut aboutir, en procédant de la sorte, qu'à « une organisation centralisée et totalitaire de l'économie (...) absolument incompatible avec les objectifs fondamentaux du fédéralisme » (*Motion économique de Montreux*, 2).

Au contraire, ces objectifs « sont compatibles avec les solutions collectivistes » (*ibid.*, 12). Mais de quel « collectivisme » s'agit-il ? Comme le terme de capitalisme, celui de collectivisme est dangereusement ambigu ; disons qu'il s'agit d'un régime dont le sens communautaire même exclut tout « grégarisme » et qui peut être caractérisé à la fois par la « planification des structures » et par la « décentralisation radicale des pouvoirs économiques à tous les échelons » (*ibid.*, 3). De la sorte, devient possible la véritable participation ouvrière à la gestion de l'entreprise : « la formule à employer pour cette participation doit être cherchée dans le sens d'organismes coopératifs, non étatisés » (*Résolution syndicale de Rome*).

Ainsi, c'est un type d'économie radicalement nouveau que préconisait l'U.E.F. Notons en passant, à titre de curiosité, que la transformation de la Ruhr en « amorce d'une Régie coopérative des houillères » (cf. *Motion politique de Montreux* et *Motion économique de Rome*) devait contribuer à créer progressivement un tel type d'économie.

(\*) Je n'ignore pas le caractère équivoque de ce terme : ce que nous rejetons et condamnons, ce n'était pas la propriété, l'initiative, la responsabilité privées, mais bien le pouvoir dominant de l'Argent-Roi.

## SYNTHESE SOCIALE

En récapitulant, à la lumière de notre doctrine philosophique, nos positions économiques et politiques, on parvient à entrevoir les grandes lignes de la future Cité fédéraliste.

La catégorie fondamentale de cette cité était esquissée dans nos statuts mêmes (art. 2) : elle est constituée, disions-nous, « selon des principes qui impliquent la décentralisation et l'organisation démocratique de bas en haut » (ce sont également les termes de la *Déclaration de Hertenstein*, art. 2).

Qu'une telle formule ne soit pas réservée à l'usage inter-étatique, bien des arguments permettent de le prouver : contentons-nous de rappeler que, pour ce qui est de l'Allemagne, déjà à Amsterdam, il était fait allusion à une « solution fédéraliste » (*Motion sur le problème allemand*, 2) qui, de toute évidence, ne pouvait se référer qu'aux structures internes de la société germanique.

La *Motion sur la question allemande de Montreux* est beaucoup plus explicite et ne permet aucun doute à ce sujet. Il y est proclamé que « l'Allemagne ne saurait (...) devenir partie intégrante d'une Europe fédérée, qu'en établissant — de sa propre initiative et compte tenu de ses intérêts bien compris — un ordre fédéraliste interne ».

Le même texte définit cet ordre comme un « ensemble organique d'autonomies », s'élevant de bas en haut (*ibid.*, 7).

S'agit-il de réserver à la seule Allemagne le bénéfice de telles structures fédéralistes ? Supposition absurde. Rappelons du reste, à ce propos, un passage par trop négligé de nos statuts, affirmant que l'U.E.F. se doit « de soutenir, s'il y a lieu, les efforts des mouvements fédéralistes nationaux pour l'établissement dans chaque pays des structures fédéralistes » (art. 2, 6).

De quoi s'agit-il en vérité ? A cette question, il a été répondu dès Amsterdam : « d'édifier un nouvel ordre social, dans lequel les hommes connaîtront, avec la liberté personnelle, l'équité et la sécurité économique » (*Motion de politique générale*).

Un tel ordre nouveau ne saurait être établi par les seules combinaisons gouvernementales. Nous affirmons qu'« une fédération est un phénomène vivant qui se forme de proche en proche, par l'association des personnes et des groupes » (*Motion de politique générale de Montreux*, 3), et non par l'association des égoïsmes étatiques !

C'est parce que le fédéralisme « n'apporte pas seulement un nouveau cadre politique mais encore de nouvelles structures sociales, économiques et culturelles », qu'il s'attaque à la notion même de démocratie et qu'il la renouvelle : « la véritable démocratie doit être une articulation de solidarités, montant depuis la base jusqu'au sommet et harmonieusement organisées à tous les étages » (*ibid.*, 1).

L'élan révolutionnaire, au vrai sens du terme, que provoque la synthèse sociale doit inciter les fédéralistes à s'appuyer principalement, non pas sur les cadres vermoulus et branlants de notre société moribonde, mais bien sur ses « forces vives », parmi lesquelles il importe de citer les syndicats, les groupements professionnels, les associations, etc... (*ibid.*, dernier alinéa).

Inutile d'ergoter : le caractère fédéraliste « intégral » (pour employer un mot qui n'est pas toujours compris) de notre mouvement à sa naissance ne saurait être mis en doute.

## CHAPITRE IV

# DE LA DOCTRINE A LA TACTIQUE

Que les inspirations doctrinales des fédéralistes aient manqué de fermeté, comment le contester ? Mais si j'ai tenu à rappeler ces aspirations, c'est que, malgré leur caractère parfois hésitant, naïf, voire superficiel, elles s'orientaient sans nul doute vers l'unité d'une doctrine cohérente.

### REFLUX DOCTRINAL

Elan qui devait malheureusement être interrompu et brisé rapidement. Dès 1947, le fameux discours du général Marshall inspirait aux militants un optimisme dangereux. L'Europe allait se constituer, les gouvernements eux-mêmes étaient décidés à la bâtir, il n'y avait plus qu'à les laisser faire en les bousculant de temps en temps, à la rigueur, mais sans compliquer leur tâche par des prétentions philosophiques. Toute doctrine ne pouvait qu'embarrasser inutilement les hommes d'Etat, les hommes pratiques, les européanistes de toute farine, décidés à tracer un cadre sans contenu, à dresser un « ring » où, plus tard, s'affronteraient des combattants réels, à répondre ainsi à ce que l'on appelait la question préalable. « Europe, d'abord — ensuite, on décidera *quelle* Europe » : l'apparent sens commun dont s'inspirait la politique ainsi définie lui permettait de se targuer de réalisme.

En fait, cette politique ne mordait pas sur les réalités psychologiques, économiques et sociales ; elle ne s'appliquait qu'à un domaine limité, celui des *Chambres et des antichambres* !

L'échec était au bout.

### REACTION CONTRE LE CONFORMISME

Même après l'écroulement, en septembre 1954, de l'optimisme lénifiant et du conformisme inavoué, le point de vue para-gouvernemental pouvait

encore essayer de se défendre. Tel a été le cas de l'Europa-Union (Allemagne), de la Fédération (France), etc... Mais chez certains dirigeants fédéralistes de tendance para-gouvernementale, l'échec de la C.E.D. devait susciter une réaction violente, et les inciter à une « révision déchirante » de leur politique.

Quelles ont été les conséquences de cette révision ? Il est prématuré de vouloir apporter à cette question une réponse définitive. A titre provisoire, notons les trois points suivants :

- a) Esprit *d'opposition*, de protestation, de critique, s'exprimant notamment par le goût du scandale ;
- b) Elaboration du concept de *peuple européen*, partie fiction anticipatrice, partie postulat juridique, partie provocation calculée ;
- c) Naissance du *Congrès permanent* du peuple européen.

Le manque de place m'oblige, là aussi, à me restreindre et à ne dire quelques mots que du dernier point qui, pour une part, concentre en lui les deux autres.

Le Congrès du peuple européen (C.P.E.) répond à plusieurs préoccupations de sorte que sa « nature » est complexe. En simplifiant à l'extrême, l'on peut dire qu'il est à la fois :

- un *moyen d'agitation* dirigé contre le désordre établi,
- un *moyen d'expression* des forces et des réalités sociales.

Ce sont deux composantes qui ne s'opposent pas nécessairement l'une à l'autre. Toutefois, si l'accent est mis sur la première, le C.P.E., sans perdre complètement son intérêt, se vide de sa substance ; au contraire, en tant qu'expression méthodique et progressive des communautés de base, des réalités géographiques, économiques et sociales, des aspirations humaines, il vient couronner cette *politique du damier* que l'U.E.F. avait adoptée, tout au moins sur le papier.

Il faudrait analyser et interpréter cette méthode extrêmement prometteuse, mais qui, parce que vraiment neuve, n'est pas encore parvenue à s'imposer. Amorcée dès 1947, elle a contribué à engendrer successivement le Congrès de La Haye (mai 1948) et le Conseil de vigilance des peuples européens (1950), deux tentatives malheureuses de préfigurer ces *Etats généraux* de l'Europe que le C.P.E., aujourd'hui, essaye de réaliser à sa manière, beaucoup plus radicale.

### QUE FAIRE ?

Quel est, à ce jour, le bilan de tous ces efforts ?

Apparemment, il est décourageant. Sur le plan du Mouvement fédéraliste et du C.P.E., bien qu'ils puissent se vanter, surtout en se comparant à d'autres, d'avoir un certain nombre de groupes actifs et de militants dévoués, le fédéralisme est loin d'être devenu une *force politique*.

Entre des prétentions en le réel, il subsiste une distance qui, si nous ne la surmontons pas, nous transformera tous en doux maniaques, en rêveurs inoffensifs.

Ce n'est évidemment pas ce que nous voulons.

Que faire ? Aujourd'hui, le moment est venu de reposer cette question. La réponse n'aura de valeur que si elle exclut toute ambiguïté : il faut rompre et avec le *réformisme* de la phase para-gouvernementale (cf. ci-dessus, p. 18) et avec la *révolte* de la phase oppositionnelle (*ibid.*), pour retrouver l'*élan révolutionnaire* de nos débuts.

Précisons le sens et la portée de cette réponse : elle signifie avant tout qu'il importe de reprendre le travail doctrinal qui n'a été que trop négligé. Depuis 1948, la réussite paraissait si proche à certains que l'on n'avait jamais de temps pour réfléchir.

Que cela plaise ou non aux maniaques de l'activisme (verbal), il convient d'affirmer désormais que, *sans doctrine révolutionnaire*, il n'y a pas d'*action révolutionnaire* (Lénine).

Il s'agit, non pas de « revenir » à l'effort doctrinal des années 1945-48 que j'ai essayé de résumer ci-dessus, mais bien de le prolonger, de l'épanouir.

Cela nous fera perdre du temps, objectera-t-on : objection qui sera formulée par ceux-là mêmes dont l'attitude prétendue pratique nous a déjà fait perdre, en vérité, douze années précieuses (1948-1960). Si, depuis douze ans, nous avons eu le courage d'entreprendre et de mener à bien l'œuvre de développement, d'approfondissement doctrinal, nous serions déjà une force dont on tiendrait compte. Le pragmatisme, l'activisme, la « politique » à la petite semaine des anti-doctrinaux ne l'a pas permis — mais qu'ont-ils à nous offrir à la place ? L'heure est venue de juger l'arbre à ses fruits.

Nous agissons vraiment le jour où nous serons portés par un élan révolutionnaire inspiré par une doctrine « totale », c'est-à-dire non seulement politique, mais aussi sociologique, économique et, au sens le plus large, sociale.

Peut-être d'aucuns attendent-ils maintenant des recettes de cuisine immédiatement utilisables : comment préparer, comment organiser les élections au C.P.E. ? — Comment appliquer la méthode dite du damier ? — Comment mobiliser l'opinion publique ? — Comment se faire des amis ? — Comment conquérir les élites au fédéralisme ? — Comment trouver de l'argent ? — Comment réussir (en douze leçons) ? etc...

Tel n'est pas mon propos. Au risque de décevoir les impatients, les agités qui ont fait largement la preuve de leur stérilité, les hommes prétendus pratiques et malins, je n'hésite pas à proclamer que nous ne ferons rien de bon ou, tout au moins, *rien de décisif* aussi longtemps que nous ne pourrions pas nous appuyer sur une véritable doctrine, cohérente, solide, vraiment et intégralement fédéraliste.

## REPONSES AUX OBJECTIONS

*Doctrine d'abord*, telle doit être la réponse à toutes les questions prétendues réalistes.

Mais, pour éviter les objections inévitables, faciles, trop faciles, je tiens à préciser immédiatement ce que cette primauté de la doctrine ne signifie point :

1) Il ne s'agit pas de suspendre toute action, « en attendant » que se constitue un corps de doctrine achevé, clos, définitif.

Une telle conception serait étrangère, voire opposée, au fédéralisme qui ne sépare pas la pensée de l'action et que ne croit pas non plus aux systèmes fermés.

J'ai rappelé l'orientation primitive de notre effort : il convient de constituer notre doctrine en la prolongeant, en la complétant, mais dans la ligne même indiquée plus haut, intégrée dans l'action la plus « quotidienne ».

2) Il ne s'agit donc pas d'abandonner la méthode des élections « primaires » qui paraît bonne, mais bien de la préciser et surtout de la renforcer dans toute la mesure de nos possibilités (qui restent terriblement limitées), par l'application, plus sincère que jusqu'ici, de la *méthode du damier*, éclairée par des cahiers de revendications\* sérieux, accompagnée et couronnée par le travail progressif d'élaboration doctrinale.

3) Enfin, il ne s'agit pas non plus de transformer nos organisations en cercles d'études philosophiques, mais, tout au contraire, de se servir de l'enrichissement doctrinal pour conquérir au fédéralisme les couches sociales de plus en plus larges que laissaient indifférentes l'euro-péanisme et le fédéralisme exclusivement, étroitement politiques.

\* \* \*

A côté d'un premier précepte : *doctrine d'abord*, l'on doit en affirmer un deuxième qui lui est semblable : *il importe de distinguer soigneusement les plans de la doctrine, de la stratégie et de la tactique*.

Jusqu'ici, faute précisément d'une doctrine solide, nous n'avons cessé de confondre ces trois plans : or, ils doivent être unis certes, mais non confondus.

## RIGUEUR ET SOUPLESSE

Le plan de la doctrine est celui de la rigueur et de la plus grande intransigeance.

Le plan de la stratégie implique l'adoption, à la lumière de la doctrine — unissant en elle, ne l'oublions pas, la pensée à l'action — d'un schéma « opérationnel ». On ne peut modifier inconsidérément un tel schéma, mais il ne convient pas, non plus, d'en faire une idole immuable : lorsque les circonstances changent d'une manière notable, il n'y a aucune raison pour ne pas essayer de changer de dispositif stratégique.

La tactique, elle, doit rester fidèle à la doctrine (sans quoi, elle n'est que trahison) et à la stratégie (sans quoi, elle n'est que dispersion) ; mais, sous cette réserve, le plan de la tactique doit être celui de la plus grande souplesse.

Or, en ce qui concerne le Mouvement fédéraliste, c'est souvent le contraire qui a été vrai : il suffit de penser à l'histoire récente des organisations fédéralistes pour constater que l'absence d'une véritable doctrine a eu notamment pour effet de favoriser l'inversion des valeurs.

Sur le plan doctrinal, la plupart des militants responsables ont fait preuve d'une « souplesse » excessive, passant avec désinvolture du réfor-

(\*) Cf. Revendications du Peuple Européen, brochure publiée par le C.I.F.E., Paris 1962.



misme à la révolte ; mais dans le domaine tactique, ils ont presque toujours été paralysés par une rigueur ou, plus exactement, par une rigidité cadavérique.

Résultat : le Mouvement a presque réussi à créer un grand vide autour de lui, à repousser ceux qui devraient être des sympathisants, à rendre violemment hostiles ceux qui pourraient être indifférents. Une telle tactique n'a pas pour effet, comme l'on a pu le prétendre, de forger un type de militant « dur », mais tout simplement de priver le Mouvement de militants !

Evidemment, tout cela ne signifie pas qu'il faille, demain, nous abandonner à la facilité, nous laisser aller à nouveau aux délices du conformisme. La maxime de Lénine : *Le maximum d'intransigeance pour un minimum d'opportunisme*, doit continuer de nous inspirer. Mais à cet opportunisme nécessaire, je le répète, c'est surtout dans le domaine de l'application du schéma stratégique, du combat quotidien, c'est-à-dire sur le plan de la tactique, qu'il convient de sacrifier.

## REGLES SOCIOLOGIQUES

L'adoption progressive d'une véritable doctrine fédéraliste, enracinée dans le réel, dans les soucis, les besoins et les aspirations de notre temps, facilitera grandement l'assouplissement de la tactique fédéraliste, car elle permettra de mieux l'adapter aux circonstances, aux moyens dont on dispose, à l'objectif que l'on se propose d'atteindre. Elle fournira à la fois les *idées-forces* sans lesquelles le Mouvement ne recrutera que des illuminés, des ratés, ou des oisifs, et des critères que faciliteront l'organisation d'une véritable force politique.

Lorsque l'on utilise cette expression, la plupart des gens, même parmi les fédéralistes, songent irrésistiblement au parti. Il s'agit là d'un réflexe passéiste, aussi anachronique qu'une certaine argumentation européaniste, dénoncée antérieurement. La forme d'organisation partisane ressortit au même complexe que l'ancien régime de l'Etat-Nation : on ne saurait la dissocier du capitalisme mi-libéral, mi-dirigiste, du système parlementaire, des prétendus nationalismes, de l'anarchie internationale, de l'étatisme centralisateur, etc... Si le fédéralisme est une révolution, il doit secréter une forme d'organisation différente. Une force politique d'inspiration fédéraliste ne saurait donc être un parti.

Ce qu'elle devra être a été indiqué, tout au moins en filigrane, dans les pages qui précèdent. Il importe toutefois de préciser que, pour se constituer, elle aura à se plier à un certain nombre de règles sociologiques, car il ne suffit pas de proclamer que l'on se veut fort pour le devenir.

A. — La première de ces règles est que, pour avoir la moindre influence, l'on doit, dans une société *structurée* comme la nôtre, pouvoir « jouer » certaines structures, relativement plus saines, contre d'autres, définitivement gangrenées.

B. — La deuxième règle peut s'énoncer comme suit : sans renoncer pour autant à des arguments connus en faveur de l'Europe — européanistes ou « fédéralistes » au sens étroit — arguments dont je tiens à souligner qu'ils restent pour la plupart utilisables, il importe de les intégrer à la fois dans une *vision socio-historique plus vaste* et dans ce que l'on pourrait appeler la *dialectique des intérêts*.

C. — Quant à la troisième règle, non moins importante, elle s'appuie sur les deux premières : tout en combattant à mort ce monstrueux complexe de libéralisme et de dirigisme, de capitalisme et d'étatisme qui a nom Etat-Nation et dont l'Etat national n'est que la forme externe, tout en sachant qu'aucun compromis n'est possible entre cet instrument de massification et le fédéralisme révolutionnaire, l'on doit, comme toutes les révolutions du passé, s'assurer des *complicités dans la place*.

L'action fédéraliste ne saurait se situer dans un espace interstellaire : que le monde où nous vivons nous plaise ou non — et il ne nous plaît pas ! — c'est *hic et nunc* que nous devons agir.

\*\*\*

Il n'est pas inutile d'essayer derechef de dissiper *in fine* quelques malentendus ou de prévenir quelques objections.

— Si l'on dit que nos organisations « ne sont pas mûres » pour se transformer en force révolutionnaire, je répondrais que, dans la mesure où nous persévérons dans l'inertie et l'immobilisme, elles ne le seront jamais !

Or, comme je suis convaincu que le réformisme ne saurait nous préserver de la catastrophe qui nous menace, je préfère les risques de l'action à l'apparente sécurité du déperissement progressif.

— Du reste, il n'est pas question de tout bouleverser, de renier notre passé, mais bien de le dépasser.

Il ne s'agit pas, par exemple, de renoncer au mot d'ordre de l'Assemblée constituante, mais bien de l'inclure dans un ensemble revendicatif infiniment plus large et plus « dynamique », dans un dispositif stratégique diversifié.

— Même sur le plan proprement tactique, les méthodes que nous avons déjà adoptées, celle du damier, celle du C.P.E., ne doivent pas être rejetées, mais bien mises au point, assouplies, perfectionnées et surtout fécondées par une doctrine vivante, humaine et, si dire se peut, *englobante*.

\*\*\*

Ces conclusions provisoires n'ont d'autre valeur qu'indicative et prospective. Toutefois, elles paraissent résumer la seule solution qui permette aux organisations fédéralistes d'échapper à l'agonie, qu'elle soit lente ou rapide, qu'elle se manifeste par l'enlisement dans le réformisme ou par l'évasion dans la révolte.

Une doctrine intrinsèquement fédéraliste ; une stratégie renouvelée ; une tactique beaucoup plus souple et plus subtile : telles sont les conditions de notre survie, que dis-je ? de notre essor.

A ces trois conditions, qu'il me soit permis d'ajouter, au risque de chagriner certains qui se piquent de machiavélisme, une quatrième dont l'absence se fait cruellement sentir : *l'esprit d'équipe*.

Si l'expression déplaît, disons cette *solidarité* entraînant qui ne saurait naître et s'imposer qu'au confluent de la pensée et de l'action révolutionnaires, et sans laquelle tout le reste est faiblesse. Nous sommes en présence d'une option : si nous n'avons pas le courage d'opter pour la solution difficile — mais seule efficace — nous opérons en fait pour notre suicide, pour la mort de notre être et de nos raisons d'être.

*Le texte qui suit ne se rapporte pas directement aux questions traitées dans cette brochure.*

*Il a été suscité par la lecture du livre, déjà cité, de Louis Armand (en collaboration avec Michel Drancourt).*

*Etant donné qu'il rappelle un certain nombre de nos thèses fondamentales, j'ai cru utile de le publier en annexe, en tant qu'illustration de la méthode doctrinale propre au fédéralisme.*

## PLAIDOYER POUR UN AVENIR FEDERALISTE

### CRISE DE CIVILISATION

La crise que subit notre civilisation rappelle les crises que les grandes civilisations du passé ont connues. A plusieurs reprises (1), j'ai essayé de montrer ce qu'il pouvait y avoir, sinon d'identique, tout au moins de comparable entre ces phénomènes historiques. Une civilisation saine entre en convulsions lorsqu'elle se voit confrontée avec un problème qu'elle ne parvient pas à résoudre. Dès lors, les forces centrifuges commencent de l'emporter sur les forces centripètes ; les élites perdent leur caractère représentatif et légitime ; un « schisme social » (Toynbee) déchire la Cité. Si la civilisation ainsi atteinte se révèle définitivement incapable de relever le défi de l'histoire, elle perd confiance en elle-même et s'abandonne à la pente fatale de la massification. Apparaissent alors, symptômes de l'agonie, les deux phénomènes conjugués de prolétarisation et d'étatisme, ces termes étant pris dans un sens englobant et non exclusivement « moderne ». La décomposition, la démission, la mort sont au bout.

Ce schème historique et sociologique se vérifie dans toutes les crises de civilisation ; celle de la Cité occidentale manifeste toutefois, à côté des traits que l'on pourrait qualifier de classiques, un caractère original. Il s'agit d'un véritable hiatus historique dont on peut situer l'origine au XVI<sup>e</sup> siècle, provoqué par le rythme — lent au début, ensuite accéléré, explosif aujourd'hui — de la révolution technologique.

La technique, au sens large, est coextensive à l'homme. Il n'est pas de société humaine, aussi « primitive » soit elle, qui ne soit technicienne. Mais depuis trois ou quatre siècles, le phénomène technique a gagné peu à peu en intensité et en extension, au point de modeler un nouveau type de société. C'est la nature même du lien social qui s'est modifiée, car — à partir d'un certain seuil — la quantité se change en qualité. Et ce seuil a été largement dépassé lorsque l'on constate que la même glace-miroir (exemple dont j'ai usé et abusé, depuis des années, dans les stages du Centre International de Formation Européenne) exigeait, pour sa fabrication, cent

(1) Notamment dans mes livres : *Civilisation en Sursis* et *Europe, Terre décisive*, aux Editions de la Colombe.

fois plus d'heures-travail sous le roi-soleil qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et mille fois plus que de nos jours.

Exemple privilégié et particulièrement frappant sans doute, mais non point exceptionnel. N'oublions pas que même qu'en un siècle et demi seulement, le Français moyen a vu croître ses possibilités de près de 400 % dans le domaine primaire (celui notamment des biens alimentaires), de 800 % dans le domaine tertiaire (celui des services), et de 12.000 % dans le domaine secondaire (celui de la production industrielle).

Ce processus, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, ne cesse de s'accélérer de sorte que si l'on considère les progrès accomplis depuis cent-trente ans (production d'acier, d'énergie, etc.) ou depuis soixante ans (production de pétrole, d'automobiles, de textiles artificiels, etc.), ils s'inscrivent dans des courbes exponentielles (2).

### LE PARADOXE DU PRESENT

La crise de la civilisation occidentale assume donc, paradoxalement, un aspect double :

- D'une part, elle donne à l'homme des moyens d'action extraordinaires, lui procure, tout au moins dans les pays « avancés », des possibilités inégalées de mieux-être, ouvre devant lui, d'une manière dramatique mais prometteuse, une nouvelle voie royale, celle de la planétisation (Theilhard de Chardin).
- D'autre part, en raison même de l'importance du facteur technologique, cette crise, plus encore que les précédentes, déchaîne les forces centrifuges, creuse le schisme social, déracine l'homme, le livre aux puissances anonymes de nivellement, en fait l'esclave de la machine et, plus largement, des techniques.

D'où un phénomène de massification — d'une intensité et d'une extension également sans précédent — culminant dans la prolifération d'un double prolétariat : intérieur à l'aire de la civilisation occidentale, et qui, pour être devenu relativement « doré », n'en reste pas moins maléfique ; extérieur, étendu à la surface du monde sous-développé, qui ploie encore sous le poids d'une misère indicible.

Jusqu'ici, le défi jeté par la révolution technologique n'a pu être relevé. Malgré ses exploits fantastiques, notre civilisation, après avoir, en mal comme en bien, fécondé toute la planète, s'expose à des bouleversements de plus en plus brutaux, voire mortels. Depuis plus d'un quart de siècle, les fédéralistes, ayant diagnostiqué le mal et découvert le remède, ne cessent de multiplier avertissements et mises en garde. Aujourd'hui, enfin, ils commencent d'être rejoints par des hommes indépendants ou pas, viennent confirmer et renforcer la doctrine fédéraliste.

### L'ETAT NATIONAL : TROP PETIT ET TROP GRAND

La Cité occidentale, comme tant de grandes civilisations qui l'ont précédée, est vouée à la destruction, lente ou soudaine, si elle se montre incapable de mettre fin au processus de massification, de déprolétariser l'homme, de situer la technique de son niveau, c'est-à-dire au service de l'humanité : tel est le véritable sens du combat fédéraliste, telle est l'importance exceptionnelle de l'enjeu.

(2) Cf. Louis Armand et Michel Drancourt : *Plaidoyer pour l'Avenir* (Calmann-Lévy, Paris 1961), notamment pp. 47 et 56.

A sa manière, l'ancien Président d'Euratom, Louis Armand s'efforce de cerner le problème auquel notre civilisation est confrontée : « Voilà le drame présent, s'écrie-t-il. Toutes les conditions du progrès sont réunies sauf une seule : l'organisation » (Op. cit., p. 47).

Ce terme d'organisation est ambigu. N'a-t-on pu prétendre, visant les cadres en voie de sclérose (notamment étatiques), que nous vivons déjà dans un monde sur-organisé ? En vérité, Louis Armand rejette les formes d'organisation héritées du passé et prône une double « mutation » : celle des dimensions et celle des structures.

En ce qui concerne la première de ces mutations nécessaires, elle incite à se libérer du cadre, étouffant, de l'Etat national. Celui-ci, engendré (à partir du XVI<sup>e</sup> siècle) par des besoins et par des contingences dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont fait leur temps, est devenu à la fois trop petit et trop grand. Trop grand : même lorsqu'il se prétend démocratique, il tend à devenir abusif, bureaucratique, oppressif, car il perd contact avec les réalités humaines, individuelles ou collectives, qu'il est censé représenter et protéger (3).

Mais l'Etat national est également devenu trop petit, car les problèmes décisifs se posent désormais à l'échelle du monde ou tout au moins, pour ce qui est de nos pays européens, à l'échelle de l'Europe. Nous en reparlerons.

#### TRANSFORMATION DES STRUCTURES

Quoi qu'en pensent les prétendus nationalistes, les intérêts les plus impérieux des nations commandent que soit brisé le carcan étatique, afin que les prérogatives indûment concentrées à un seul étage puissent être distribuées « vers le haut » et « vers le bas ». Mais le problème de la dimension ne saurait être séparé de celui des structures. Rien ne serait résolu, le mal profond — dont notre civilisation risque de mourir — serait peut-être aggravé, dès lors par exemple que l'on se contenterait, à la manière des « Européanistes », de projeter les structures stationnaires sur un plan plus large, plus étendu, celui de l'Europe. Il y a là une tentation dont il n'est même pas sûr que tous les fédéralistes l'aient surmontée.

Il est urgent de changer d'échelle ; mais il est non moins urgent de changer d'institutions. Le second commandement, égal sinon supérieur au premier, c'est une profonde réforme de nos structures » (p. 10).

Inlassablement, Louis Armand revient sur cette nécessité. Les structures du désordre établi (Péguy) sont « en train de craquer » de toutes parts (p. 39). Sous prétexte de voler à leur secours, les conservateurs de toute farine ont beau s'ériger « en défenseurs de la Loi ou de la civilisation occidentale » (p. 230), voire de la Chrétienté, ils ne font, tout au plus, que prolonger la décadence, « jusqu'au jour où tout éclatera sous la pression des faits. Ce serait alors un bouleversement d'autant plus terrible que le retard pris serait plus grand » (p. 194).

Pour éviter tout nouveau retard, il convient de s'attaquer à toutes les structures. Il faut changer les institutions administratives et étatiques — malgré un léger penchant pour l'étatisme, Louis Armand résiste à cette tentation en distinguant heureusement Etat et collectivité (p. 243) — mais il

(3) A propos des méfaits « internes » de l'Etat centralisateur, cf. op. cit., p. 115, et aussi Club Jean-Moulin, *L'Etat et le Citoyen*, Editions du Seuil, Paris 1961, pp. 281 à 297.

faut également changer les structures de l'entreprise (p. 143) et du travail (p. 209). Les rouages de l'économie doivent être modifiés (p. 20, parmi beaucoup d'autres), mais aussi ceux de l'enseignement (p. 165 et suiv.) et de l'information (p. 193 et suiv.). Tout se tient et rien ne saurait être transformé sans que le « reste » le soit.

#### MUTATION RADICALE DE L'ECONOMIE

Dans le domaine de l'économie notamment, des mutations radicales s'imposent. Ceux qui ont lu le récent ouvrage de notre ami André Thiéry (4) — et il est à espérer que tous les fédéralistes auront à cœur, non seulement de le lire, mais de l'assimiler — se retrouveront là, comme à propos d'autres points, sur un terrain de connaissance. Dépasser l'opposition entre le libéralisme et le dirigisme : « il est temps de classer les discussions sur le dirigisme et le libéralisme dans la même catégorie que celles qui concernent le sexe des anges » (p. 112). Maintenir le profit, « élément normal du bon fonctionnement de la société » (p. 123), mais en lui enlevant la possibilité « de faire dévier l'économie en dehors de la meilleure voie de développement » (p. 120), la même remarque pouvant du reste s'appliquer à la propriété que Proudhon avait déjà définie dialectiquement, comme le vol, et comme la liberté. « Dans l'ère de l'abondance — dans laquelle nous pénétrons — propriété et profit ne sont réellement dommageables que s'ils jouent aux dépens de la collectivité, que si pour gagner un l'on fait perdre dix ou cent à cette dernière. » (ibid.).

Au-delà des oppositions devenues stériles, il s'agit d'édifier une économie à hauteur d'homme, mais à l'échelle de la planète. En effet, aujourd'hui, « tout commande » à l'Occident « de s'orienter vers le grand partage planétaire. Il suffit que l'homme sache organiser ses moyens et planifier ses activités... » (p. 225).

C'est donc une économie planifiée qu'il importe de bâtir. Mais — ainsi que j'avais essayé de le montrer jadis (5) — le plan ne doit exclure ni la concurrence, ni l'initiative. Il s'agit d'organiser une économie, non point dirigée d'une manière rigide, mais bien orientée ou, comme le dit Louis Armand, « régulée ». Une telle économie tendrait, non pas à « éliminer l'idée de concurrence », mais à « lui donner un cadre » (p. 119). Quant à ceux « qui souhaitent laisser une part importante à l'initiative du producteur ou du consommateur », ils « devraient d'ailleurs être les premiers à réclamer une telle régulation. Ce faisant, ils éviteraient le dirigisme excessif qui ne manque pas de suivre les crises graves (6) » (p. 103).

A la rigidité qui menace de devenir cadavérique du dirigisme, il faut opposer des « structures flexibles » (p. 87). La rénovation des structures, la coordination des équipements et la régulation de l'économie constituent ainsi les trois aspects d'une seule et même révolution économique (p. 208), elle-même partie intégrante de la grande « Révolution Nécessaire » (7).

(4) André Thiéry, *L'Economie pour l'Homme*, Coll. « Réalités du Présent », Editions de la Colombe, Paris 1961.

(5) Dans une étude sur le planisme et sur la « planomanie », publiée dans la revue *L'Ordre Nouveau*, Paris 1933-37.

(6) On trouvera des idées analogues dans les écrits de Maurice Allais.

(7) Titre du fameux ouvrage fédéraliste, publié il y a bientôt trente ans, par Arnaud Dandieu et Robert Aron.

## CONTRE LE REFORMISME, LA REVOLUTION

C'est bien d'une révolution qu'il s'agit. Sur un ton modéré et sans avoir l'air d'y toucher, Louis Armand accable le réformisme par des arguments que les fédéralistes dits intéressés ne sauraient, certes, désavouer.

Dans une époque de crise comme celle que nous vivons, le réformisme est impuissant. Croire que l'on résoudra le problème de massification et de prolétarisation planétaires en multipliant les « réformettes », c'est pratiquer la politique de l'autruche. Nos cités occidentales se condamnent à la paralysie en sacrifiant à la chimère d'améliorations fragmentaires : « il suffit de voir comment un singe se sert d'une machine à écrire pour avoir une image de certaines sociétés du XX<sup>e</sup> siècle » (p. 10) !

Mais le réformisme n'est pas seulement impuissant, il est nocif. Les illusions qu'il suscite et qu'il entretient dissimulent dangereusement la dure réalité. Cette critique décisive qui, exprimée par des fédéralistes, les faisait passer pour excessifs, maximalistes, fanatiques, l'homme « pratique » par excellence qu'est Louis Armand la reprend à son compte, avec un courage digne d'éloge. Il n'hésite pas à plusieurs reprises, à « démystifier » le réformisme, à en dévoiler le mensonge intrinsèque :

« Dans tous les domaines, les promesses de réformes ont abouti (...) à des complications nouvelles. Pour masquer les difficultés on en créait d'autres. N'osant pas prendre les problèmes de front il fallait les éluder, les amoindrir, mentir à leur propos, intoxiquer l'opinion. Il faut réagir, ne pas masquer les obstacles et montrer que les difficultés sont saines, que lorsqu'on les surmonte on débouche sur l'avenir (p. 246).

Bien que les « possibilistes » affectent de soutenir le contraire, dans une époque révolutionnaire, fondamentalement différente des périodes étatiques (Péguy), le réformisme, parce que fermé au réel, n'avance vers l'avenir qu'à reculons.

On ne dénoncera jamais assez « l'abus que l'on a fait des réformes partielles pour pallier certaines difficultés — souvent en en créant d'autres » (p. 221). En vérité, ce sont bien « toutes les structures » qu'il convient de « repenser », car les améliorer « ne suffit pas ». On ne peut avoir confiance que dans « un ensemble de réformes », un ensemble cohérent, de portée générale, résolument novateur : « il faut innover et non pas tailler ou recoudre » (p. 222). En un mot comme en cent, il faut substituer, au leurre réformiste qui se targue de réalisme, le réalisme vrai, celui de la Révolution fédéraliste.

## LA « SYN-THÈSE » FEDERALISTE

Le terme de fédéralisme n'est jamais employé dans ce « Plaidoyer pour l'Avenir » qui, pourtant, s'il ne veut pas retomber dans le verbiage réformiste qu'il condamne, doit logiquement déboucher sur la doctrine fédéraliste, inscrite en filigrane dans la plupart de ses pages. Comment expliquer cette étrange omission ? (8).

Par la méconnaissance des richesses et des virtualités du

(8) La même question surgit, avec plus ou moins d'intensité, à la lecture d'un certain nombre d'autres ouvrages, contemporains, comme celui du Club Jean-Moulin, *L'Etat et le Citoyen*, déjà cité.

fédéralisme ? Il est à supposer que cette explication n'est pas suffisante.

Comme bien de nos contemporains, Louis Armand se méfie des idéologies. Son pragmatisme s'exprime dans cette affirmation qu'il n'est pas interdit de trouver un tantinet naïve : « La méthode expérimentale que nous avons appliquée exclut le recours aux principes. Ce sont les constatations qui comptent d'abord » (p. 223). Comme si toute constatation n'était commandée, dès l'abord, tant dans le domaine des sciences exactes que dans celui des sciences humaines, par des hypothèses, liées elles-mêmes, de quelque manière, à un ensemble de principes cohérents, à la fois récapitulatif et prospectif !

Est-ce à dire que Louis Armand ait tort de tourner le dos aux élucubrations des idéologues, de ces « terribles simplificateurs » dont les méfaits sont patents ? Nullement. Nous n'aurions pas de peine à contresigner l'un de ses jugements : « ... Toutes les idéologies sont périmées, aussi périmées que les structures économiques-politiques dont elles sont contemporaines. Elles ont été établies avant la deuxième phase de la révolution industrielle, celle qui ouvre l'ère de l'abondance et de la planification » (p. 17). Nous n'aurions même pas de peine à aggraver considérablement cette condamnation en l'étendant à toutes les idéologies, aussi bien antérieures que postérieures aux étapes les plus récentes de la révolution technologique.

Qu'est-ce qu'une idéologie, en effet, sinon une tentative de plier le réel à la logique d'un système clos ? Or, l'esprit fédéraliste, bien que méthodique, est fondamentalement opposé au système. Le fédéralisme est une doctrine, certes, mais une doctrine qui, intrinsèquement, s'affirme comme une anti-idéologie.

Ce n'est pas seulement une question de mots (9). Il n'est pas de pensée humaine — ni d'action humaine — qui ne soit orientée vers la syn-thèse (10). Du reste, Louis Armand paraît en être convaincu et la recherche de la synthèse constitue l'un des « leit motiv » de sa pensée. N'invite-t-il pas à observer les faits « avec l'esprit prospectif, c'est-à-dire en nous intéressant plus (...) à la synthèse qu'à l'analyse (...) dans l'esprit de synthèse qui s'impose aujourd'hui, du fait de l'interdépendance, toujours plus étroite, des activités humaines les plus diverses » (p. 18) ? Ne revient-il pas constamment sur cette idée ? Ne dénonce-t-il pas, à juste titre, « l'absence de synthèse, le cloisonnement », tant dans l'administration (p. 108 s.) que dans l'enseignement, « l'absence de synthèse qui dans l'enseignement la plus difficile et pour laquelle les qualités les plus précieuses de l'homme doivent être réservées » (p. 176) ? Ne manifeste-t-il pas son accord profond avec le fédéralisme en affirmant que, « dans une organisation de synthèse (...), centralisation et décentralisation ne sont pas contradictoires mais complémentaires, de même que planification et libéralisme » (p. 116) ? Ne précise-t-il pas, dans le même ordre d'idées, « qu'il est nécessaire d'associer l'initiative et le risque, attributs respectables de l'entreprise privée au développement des idées d'économie collective » ? N'ajoute-t-il pas « que l'Occident aurait gros à gagner en associant la planification et l'initiative » (p. 171) ? Il serait facile de multiplier les références.

Qui dit synthèse, dit doctrine. Celle qui fonde le fédéralisme est, elle aussi, basée sur les faits — car le fédéralisme est, au sens plein, un réalisme — mais elle y intègre le recours

(9) Ainsi que j'ai essayé de le montrer dans mon dernier livre : *Dialectique du Déchainement*, Coll. « Réalités du Présent », Editions de la Colombe, Paris 1961.

(10) Le sens de ce terme est précisé dans mon ouvrage cité ci-dessus.



aux principes, à ces principes directeurs ou régulateurs dont Louis Armand se sert implicitement.

#### UNE SOCIÉTÉ POLY-HIÉRARCHIQUE

En somme, le « Plaidoyer pour l'Avenir » est, nous l'avons vu, un plaidoyer pour la Révolution. Or, il n'est pas d'action révolutionnaire sans pensée révolutionnaire (Lénine). Il s'agit au premier chef de ce que Péguy appelait une révolution morale, à savoir d'« une révision complète de nos concepts » (p. 87). Une telle révision n'est possible, c'est l'évidence même, qu'à la lumière d'une doctrine. Le fédéralisme, certes, ne sépare pas la pensée de l'action — ce qui répond à un souci légitime de Louis Armand — mais, lorsqu'il pense, il s'efforce de penser d'une manière cohérente et synthétique, c'est-à-dire, que le mot plaise ou non, doctrinale.

Seul le fédéralisme peut combler les vœux exprimés, prolonger en les complétant les idées esquissées, accomplir la tâche de « mutation générale », proposée par l'auteur du Plaidoyer. En refermant ce livre brillant, on est en droit de se demander, en effet, quelles sont les forces qui peuvent mener à bien cette tâche de salut public. Les gouvernements (p. 187) ? Mais ne sont-ils pas, de par leur nature même, les défenseurs attirés de l'ordre (ou du désordre) établi et n'est-il pas utopique de ressusciter à leur propos, au moment même où l'on prétend rompre avec le passé, le mythe du despotisme éclairé ?

Le problème fondamental de la mobilisation des forces révolutionnaires ne saurait être éludé, sous peine de faire retomber les meilleures idées, les projets les plus prometteurs, les propositions de réforme les plus suggestives au niveau des vœux pieux et de l'utopie sans obligation ni sanction. Le fédéralisme seul, grâce à sa doctrine, ouverte mais synthétique, rigoureuse mais « flexible », permet de résoudre ce problème.

Il s'agit, ne l'oublions pas, de bâtir une société « à hauteur d'homme », définie par la grande catégorie fédéraliste de participation. « La puissance d'une civilisation, la mesure d'une culture, c'est le produit du volume de connaissances et d'informations par la participation de chaque individu. De même, le niveau de la vie politique (dont nous avons vu qu'elle ne se sépare pas de la notion de culture...) doit être la multiplication du volume des connaissances et des informations d'ordre collectif par la participation de chacun » (p. 198 s.). Une telle exigence ne saurait être remplie que par une société « pluraliste », c'est-à-dire fédéraliste. Louis Armand qui la qualifie de poly-hiérarchique, observe judicieusement : « Beaucoup d'organisations sociales marquent une évolution favorable dans cette voie qui, cependant, serait beaucoup plus marquée, plus rapide et plus efficace si l'on en faisait la philosophie » (11) (p. 175). C'est précisément cette philosophie de la poly-hiérarchie que développe la dialectique du fédéralisme, la seule dont on puisse dire qu'elle permet « de faire jouer (...) les tensions (12) (...), favorables à l'évolution » (p. 232), la seule qui réponde à l'impératif catégorique formulé fort justement par Louis Armand :

« Les réformes de structures doivent faire l'objet d'un programme général de renouveau » (p. 242).

(11) Thème de réflexions politico-juridiques que développent nos amis Guy Héraud et Michel Mouskhély, dans un important ouvrage (en préparation) sur les institutions fédérales.

(12) Ce terme est familier aux fédéralistes.

#### UNE EUROPE SANS ÂME ?

Il importe de comprendre à temps qu'il n'y a d'avenir, pour l'humanité, pour l'homme libre et responsable, que fédéraliste.

Pour mettre fin au processus de massification, pour extirper le cancer prolétarien, il importe d'entreprendre, avec intelligence et courage, la « fédéralisation » de la planète. Affirmation qui n'est toutefois que velléité aussi longtemps qu'elle n'est pas assortie d'une claire conception de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Une doctrine qui ne déboucherait pas sur l'action, c'est-à-dire qui n'aboutirait pas au choix des « voies et moyens », ne saurait être qu'un trompe-l'œil intellectualiste.

Ce n'est pas le lieu, ici, d'étudier la stratégie et la tactique de la révolution fédéraliste. Mais en simplifiant à l'extrême, l'on est en droit d'affirmer que, pour nous, la voie de la libération de l'homme passe par la fédération européenne.

L'Europe est le plus petit commun dénominateur de la révolution planétaire du XX<sup>e</sup> siècle. C'est dans ce sens qu'il est exact de dire, non seulement que « choisir l'Europe est un des commandements les plus forts », mais encore que « l'Europe (seule) est à la dimension du monde actuel » (p. 247).

Faisant mine d'obéir à ce commandement, les gouvernements nationaux ont ébauché une Europe dite communautaire. Mais Louis Armand, dont le nom restera associé, comme celui de notre ami Etienne Hirsch, à l'histoire de l'une des Communautés, celle de l'énergie atomique, est mieux placé que quiconque pour connaître les faiblesses congénitales de cette Europe-là.

Les fédéralistes n'ont cessé, depuis des années, de dénoncer ces faiblesses, au point que nos adversaires ont cru habile de nous faire passer pour des ennemis des Communautés existantes, comme si nous ne savions pas que la fragilité de la « construction européenne » n'est imputable qu'aux structures et gouvernements stationnaires, et nullement aux communautés elles-mêmes !

Que diront-ils, ces adversaires naïfs ou perfides, devant le témoignage serein, mais combien sévère, d'un homme qui, enrichi par son expérience personnelle, parle, lui, en connaissance de cause ?

« Les innovateurs et les prophètes (de l'unité européenne) ont été nombreux. Ils ont dû vaincre des oppositions qui n'ont (...) pas désarmé et faire de telles concessions pour parvenir à la création d'organismes nouveaux, que jamais ceux-là n'ont pu et ne pourront, tant qu'ils ne seront que des compromis, mobiliser les enthousiasmes de la jeunesse pour la création de l'Europe » (p. 248).

Une Europe incapable d'« enthousiasmer » les jeunes, ne serait, hélas ! qu'une Europe en carton-pâte.

Jamais, les jugements les plus excessifs des « maximalistes » que nous sommes (paraît-il) n'ont dépassé en sévérité l'opinion de l'ancien président d'Euratom.

#### UNE PIERRE DE TOUCHE :

#### LA MÉTHODE CONSTITUANTE

Comment conclure sans mettre en lumière un autre point important sur lequel Louis Armand n'hésite pas à engager sa grande autorité ? Il s'agit de l'Assemblée Constituante Européenne pour laquelle nous avons déjà rompu tant de lances.

Les partisans, avoués ou honteux, de l'Europe intergouvernementale ont essayé d'enterrer la méthode constituante sous une avalanche de critiques, de sarcasmes et d'accusations fantaisistes. A les entendre, l'Europe des compromis, des rencontres au sommet, des tractations obscures entre chancelleries — le tout couronné par un prétendu « pacte fédéral » — serait le seul objectif réaliste. La méthode constituante, elle, serait non seulement utopique, mais encore dangereuse, voire illégitime, car en faisant appel au peuple, elle porterait atteinte... à la démocratie dont, comme chacun sait, les gouvernements nationaux seuls constituent l'expression légitime, efficace, satisfaisante et souveraine !

Opinion que Louis Armand ne partage nullement. Et il ne va pas par quatre chemins pour le faire savoir :

« ... Ce n'est pas l'Europe du secret ou l'Europe des comités que la jeunesse désire (et qui peut l'enthousiasmer, donc la sauver). Elle veut l'Europe ouverte, celle des universités, du travail, du passeport unique, de la politique commune » (p. 249).

L'objectif étant indiqué, il convient de préciser le chemin à suivre. Aucune équivoque n'est permise : « L'acceptation de l'élection d'une Constituante Européenne chargée (...) de la création progressive de l'Europe politique sera la pierre de touche à propos de laquelle les faux militants (...) se distingueront enfin des vrais ».

Vous avez bien lu : Louis Armand n'hésite pas un instant à proclamer — ce que nous n'avons jamais osé affirmer — que les adversaires de la méthode constituante ne sont que de faux militants.

Et d'ajouter, pour que personne ne s'y trompe :

« On reconnaîtra là ceux qui comprennent la nécessité de la mutation et ceux qui la refusent », (ibid.).

Les fédéralistes ont non seulement compris cette nécessité, ils l'incarnent dans leur pensée et dans leur action, indissolublement liées. Quelle que soit leur faiblesse présente, ils sont le seul espoir de nos vieux et vénérable pays, de l'Europe et du monde.

Les cahiers de la collection REALITES DU PRESENT publiés sous le patronage du

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPEENNE

et sous la direction de M. Alexandre Marc, se proposent d'étudier les grands problèmes de notre temps à la lumière d'un certain nombre de principes que symbolise le terme de fédéralisme.

Il ne s'agit nullement de faire entrer le réel dans le lit de Procuste d'un système arbitraire, mais bien de situer les réalités de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans la perspective d'un nouvel humanisme inspiré par la philosophie de la libération de l'homme et orienté vers une action créatrice.

La collection REALITES DU PRESENT consacrera ses cahiers à tous les problèmes brûlants de la construction fédéraliste et également aux fondements mêmes du monde nouveau qui s'élabore douloureusement, non seulement à l'échelle de l'Europe, mais aussi au niveau de l'Eurafrique, du « Tiers Monde », de l'Atlantique, voire de la planète en mal d'unité.

\*\*

*Parus dans la Collection « Réalités du Présent » :*

N° 1. — André THIERY : L'ECONOMIE POUR L'HOMME, Introduction par Alexandre Marc. — Un vol. : 9 NF + T. L.

Pour la première fois, l'importance des principes fédéralistes appliqués à l'organisation de l'économie de demain est mise en lumière.

N° 2. — Alexandre MARC : DIALECTIQUE DU DECHAINEMENT, Fondements Philosophiques du Fédéralisme. — Un vol. : 8 NF. + T.L.

Cet ouvrage montre que le fédéralisme n'est pas seulement notre seule chance de survie et de salut temporel, mais encore un espoir de renouveau intellectuel.

*Prévus dans cette Collection :*

FONDEMENTS JURIDIQUES DU FEDERALISME.

PROBLEMES DE L'INFORMATION EUROPEENNE.

HISTOIRE DE L'IDEE EUROPEENNE.

METHODOLOGIE DE LA CIVILISATION.

RAPPORTS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE.

DE GAULLE EST-IL EUROPEEN ?

Etc., etc.

par MM. Pierre DUCLOS, Jean-Pierre GOUZY, Guy MICHAUD, Michel MOUSKHELY, Maurice ORBAN, Daniel DEPY, Raymond RIFFLET, Bernard VOYENNE, etc...